

6 mai 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. François Hollande, Président de la République, avec BFMTV et RMC le 6 mai 2014, sur les défis et priorités de son quinquennat.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bonjour, merci d'être avec nous ce matin. Monsieur le président je vais vous appeler, mais je vais aussi vous appeler François HOLLANDE. Merci d'honorer votre promesse faite il y a près de deux ans, je me souviens, vous êtes ici pour répondre aux questions des auditeurs, des téléspectateurs aussi, tout à l'heure entre 9h00 et 9h30, dialogue direct sans aucune complaisance avec les Français, leurs questions et les miennes ne vous ont pas été soumises François HOLLANDE, bien entendu

FRANÇOIS HOLLANDE

Je n'ai rien, je n'ai rien. Donc j'aurai tout le plaisir et tout le bonheur de répondre à des questions.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Très bien. Deux ans de présidence aujourd'hui, aucun président de la Vème République n'a été aussi impopulaire que vous. Déception profonde, crédibilité envolée, si vous aviez voté pour François HOLLANDE il y a deux ans et vous l'avez fait, vous avez voté pour François HOLLANDE il y a deux ans, seriez-vous déçu ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je serais impatient

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pas déçu ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je savais quelle était la situation du pays, je ne l'avais pas d'ailleurs dissimulée, elle était grave, des déficits considérables, une dette qui avait progressé de 600 milliards, une perte de compétitivité, une zone euro qui était dans la turbulence, enfin franchement, je ne m'attendais pas à ce qu'il y ait dès le lendemain, des lendemains qui auraient chanté.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Donc électeur de François HOLLANDE, vous ne seriez pas déçu aujourd'hui ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Il y avait, j'avais dit que ça serait sur le quinquennat que j'aurais à être jugé, qu'il y aurait une phase nécessaire de redressement, que des mesures courageuses devaient être prises et elles l'ont été sous le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT. J'avais dit qu'ensuite, si nous avons bien travaillé, si nous avons fait les choix qui convenaient, les réformes qui étaient nécessaires, alors il y aurait un retournement, un redressement qui pourrait s'opérer. Moi mon objectif, mon combat c'était de remettre la France en marche, elle ne l'était plus. 2012 si j'ai gagné ce n'est pas parce que j'avais un programme étincelant, c'est sans doute parce que mon prédécesseur avait échoué, c'est parce que les Français savaient bien quelle était l'ampleur de la crise. Donc si le mot choisi c'est sans doute parce qu'ils espéraient que ça changerait bien vite, mais en même temps c'est parce qu'ils avaient conscience que jusqu'à présent, ce qui aurait dû être fait, ne l'avait pas été. Alors ils ne me font aucune indulgence, vous l'avez bien noté, l'impopularité est là

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais je ne serais pas indulgent moi François HOLLANDE

mais je ne serais pas indulgent moi FRANÇOIS HOLLANDE

FRANÇOIS HOLLANDE

Non mais vous non plus

JEAN-JACQUES BOURDIN

Je ne vais pas l'être

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais ils ne me font aucune indulgence et en même temps, moi je demande à être jugé à la fin.

JEAN-JACQUES BOURDIN

A la fin du quinquennat, dans trois ans. Echec quand même, pour l'instant échec, échec pour l'instant.

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais échec de quoi ? Sur le chômage

JEAN-JACQUES BOURDIN

Echec dans votre politique

FRANÇOIS HOLLANDE

Sur le chômage.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce que vous avez

FRANÇOIS HOLLANDE

Regardons les choses, regardons les choses

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pardon, François HOLLANDE

FRANÇOIS HOLLANDE

Si on doit regarder l'échec, il est sur une promesse que j'ai faite

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et répétée

FRANÇOIS HOLLANDE

Et répétée, d'inverser la courbe du chômage, ce n'est pas encore le cas. Nous l'avons stabilisée, nous ne l'avons pas inversée. Alors je me bats, je me bats pour que cette promesse qui est la seule qui compte aux yeux des Français, que le chômage puisse baisser, que la croissance puisse repartir, que le pays puisse avancer, que cette promesse soit tenue.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors moi j'ai des questions à vous poser. Avez-vous sous-estimé les difficultés économiques ? Avez-vous caché la vérité sur les comptes publics ? Avez-vous égaré les Français qui ont le cœur à gauche en affirmant vouloir combattre la finance ? Pourquoi ne pas avoir dit aux Français tout de suite que vous alliez augmenter les impôts ?

FRANÇOIS HOLLANDE

On reprend dans l'ordre vos questions. D'abord est-ce que j'ai dissimulé la gravité de la crise ? non, je l'avais évoquée pendant la campagne présidentielle. Est-ce que je n'ai pas suffisamment dit au lendemain de l'élection que la situation que j'avais trouvée était grave ? oui je ne l'ai pas suffisamment dit. Parce que je n'ai pas voulu simplement me défausser

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pourquoi ne pas l'avoir dit ?

FRANÇOIS HOLLANDE

J'avais devant moi un rapport de la COUR DES COMPTES qui était déjà suffisamment grave dans ce qu'il signifiait de notre dette, celle de nos prédécesseurs, et du déficit qui m'était laissé. Mais il y a un point que je n'ai pas suffisamment souligné, c'était la dégradation de la compétitivité de l'industrie française, nos pertes de marché, il a fallu ça n'a pas duré très longtemps, le rapport GALLOIS vous vous en souvenez, novembre 2012, à peine six mois après mon élection qui a parfaitement et objectivement situé le mal français, c'est-à-dire une industrie qui avait perdu l'essentiel de sa compétitive, alors qu'est-ce que j'ai fait ? j'ai tergiversé, j'ai hésité, j'ai attendu ? non j'ai pris tout de suite une décision qui n'était pas facile pour mes amis, vous évoquiez la gauche, j'ai dit il faut alléger le coût du travail des entreprises parce que s'il n'y

a pas une baisse du coût du travail, il n'y aura pas le redressement de la compétitivité.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais vous ne l'avez pas dit tout de suite François HOLLANDE. Vous avez commencé par défaire ce qu'avait fait Nicolas SARKOZY, et notamment les heures supplémentaires défiscalisées qui a été une erreur

FRANÇOIS HOLLANDE

Alors attendez on reprend là aussi dans l'ordre. J'ai voulu dès le départ, c'est-à-dire au mois de juillet et août, remettre en cause les avantages fiscaux pour les plus favorisés qui avaient été concédés par mon prédécesseur. Sur l'impôt sur la fortune qui avait été rogné, sur l'impôt sur les transmissions, les successions pour les plus hauts patrimoines qui avaient été abaissés, sur un certain nombre de revenus qui avaient été défiscalisés. Alors c'est vrai, je veux le reconnaître, sur les heures supplémentaires c'était un engagement que j'avais pris

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est une erreur ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je vais y venir. Pourquoi j'ai pris cette décision ? pour faire mal aux Français ? sûrement pas, mais parce que les heures supplémentaires étaient défiscalisées quand les heures normales étaient fiscalisées. Pourquoi ? Comment comprendre ? Mais en même temps j'ai vu les conséquences que ça a eues sur un certain nombre de salariés qui étaient à 39 heures à qui on n'avait pas demandé de baisser leur temps de travail à 35. Ils étaient à 39 heures, ils touchaient donc des heures supplémentaires et ils ont été fiscalisés. C'est pourquoi j'ai demandé au gouvernement de Manuel VALLS que nous puissions traiter cette question de l'entrée dans le barème de l'impôt sur le revenu pour ce type de contribuables, parce que j'ai conscience que le travail doit être encouragé.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Nous allons revenir, nous allons revenir sur votre changement de politique annoncé le 14 janvier dernier, sur l'avenir, les trois ans qui vont arriver, mais dites-moi, en deux ans, vous vous êtes enfermé dans votre palais, perdant le lien avec les Français. Vous n'avez pas eu cette sensation là de perdre le lien avec les Français ? Franchement ?

FRANÇOIS HOLLANDE

C'est toujours un risque, mais qu'est-ce que je dois faire ? Travailler pour le pays

JEAN-JACQUES BOURDIN

Je ne sais pas.

FRANÇOIS HOLLANDE

le remettre en marche, je ne suis pas là pour

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui et parler aux Français

FRANÇOIS HOLLANDE

Parler je le fais.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Qu'ils vous entendent, là vous le faites ce matin

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais je l'ai fait avant, mais je le referai encore plus souvent si c'est nécessaire. Qu'est-ce que j'ai eu à faire ? parler aux Français tout de suite ? non j'ai eu affaire, à traiter la plus grave crise de la zone euro qui aurait pu éclater. Ca m'a pris quand même quelques mois. J'ai réorienté l'Europe sur le pacte de croissance, vous croyez ça s'est fait comme ça ? Aller descendre dans la rue, aller saluer mes compatriotes, je l'ai fait, il a fallu convaincre et ce n'était pas facile

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et vous ne pouvez plus ou presque plus descendre dans la rue François HOLLANDE, vous êtes sifflé, hué, à Carmaux regardez, écoutez.

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais je préfère aller au contact des Français quitte

JEAN-JACQUES BOURDIN

A être sifflé ou être hué ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Ceux qui se livrent à ce type de manifestation, le dialogue est difficile, mais c'est assez rare. Le reste, moi je préfère regarder les Français en face, ils ont quelque chose à me demander, ils le feront tout à l'heure à travers vos questions

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ils vont le faire tout à l'heure, bien sûr.

FRANÇOIS HOLLANDE

Je préfère le faire, moi je n'ai rien à redouter. Parce que ce que j'ai fait, je ne l'ai pas fait pour moi, je ne l'ai pas fait pour une exhibition personnelle, je ne l'ai pas fait pour une recherche de popularité. Ce que j'ai fait depuis deux ans c'est pour la France et je préfère, à la fin de mon mandat, me poser cette question : est-ce que j'ai tout fait pour que la France se remette en marche, ou est-ce que j'ai tout fait pour regarder les Français de biais de peur de rencontrer leur jugement le moment venu.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pour terminer ces deux années de bilan François HOLLANDE, est-ce que vous avez commis des imprudences dans votre vie privée ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, je pense que la vie privée relève de la vie privée.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors est-ce que

FRANÇOIS HOLLANDE

Je pense qu'il y a toujours à avoir

JEAN-JACQUES BOURDIN

Je parle d'imprudence.

FRANÇOIS HOLLANDE

Je pense qu'il y a toujours à avoir une relation simple avec les Français, qu'ils me jugent sur ce que je fais, qu'ils me regardent pour ce que je suis et je n'ai pas ici, à confondre vie privée et vie publique.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce que votre comportement a été digne ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui je le pense.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Toujours ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais vous ne pouvez pas ici laisser penser que je ne l'aurais pas été. Jamais je ne me suis livré à je ne sais quelle facilité, confusion, jamais je n'ai été dans une forme de vulgarité ou de grossièreté. Souvenez-vous ce que j'avais dit sur ce débat fameux entre Nicolas SARKOZY et moi-même. Moi président de la République, reprenez toutes ces déclarations que j'ai pu faire à ce moment-là, j'ai toujours veillé à respecter l'indépendance de la presse, de l'audiovisuel, de la justice. Jamais je n'ai fait en sorte que l'Elysée soit un lieu de pouvoir certes, mais de confusion avec des partis ou avec des idéologies.

JEAN-JACQUES BOURDIN

François HOLLANDE, je vais aller encore plus loin, absence de résultats, amateurisme, manque d'autorité, est-ce que vous êtes à la hauteur de la fonction ?

FRANÇOIS HOLLANDE

C'est aux Français d'en juger.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Franchement ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Il y a tant à dire...

ils m'ont eu

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous savez que le doute est là.

FRANÇOIS HOLLANDE

Vous répondez à votre mais le doute il est normal. Vous pensez que dans une période de crise, dans une période de difficultés, les Français pourraient être indulgents, pourraient être bienveillants quand on leur demande tant d'efforts ? Je leur ai demandé beaucoup d'efforts, je leur ai demandé à un moment où ils espéraient tout de suite pouvoir avoir le retour de leur vote pour ceux qui l'avaient effectué en ma faveur. Je leur ai demandé d'avoir aussi un effort de solidarité à travers des prélèvements, ce n'est pas facile, je l'ai fait dès le mois de septembre. Je n'ai pas attendu, septembre 2012, je leur ai dit les déficits sont inacceptables. Une dette qui s'alourdit, je vous demande notamment aux plus favorisés, mais pas seulement on a évoqué les heures supplémentaires, je vous demande un effort. Je ne l'ai pas différé, je n'ai pas essayé de diluer cela. Ensuite vous me dites il y a au pendant deux ans une forme d'amateurisme, amateurisme quand il s'est agi de sortir de la crise de la zone euro. Amateurisme quand il s'est agi d'intervenir au Mali, quand personne ne le faisait et le terrorisme était en train de gagner la partie. Amateurisme quand il s'est agi d'aller en Centrafrique pour éviter un génocide, amateurisme quand il s'est agi sur la crise syrienne où j'étais le seul chef d'Etat occidental à dire attention, ce qu'on est en train de laisser faire, c'est un massacre.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais vous êtes

FRANÇOIS HOLLANDE

Et donc moi je préfère prendre mes décisions, prendre mes responsabilités et puis être jugé sur les résultats. Par ailleurs sur les résultats je veux quand même y venir.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais je vais y venir, je vais y venir. Je voudrais vous poser une dernière question sur ce bilan et ce moment, l'un des moments de vos deux premières années, évoquer en direct franchement le cas d'une adolescente étrangère de 15 ans expulsée avec sa famille, était-ce votre place ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Il y avait un débat y compris au sein du gouvernement.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'était votre place ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Ecoutez, à un moment il faut prendre une décision, cette famille avait été expulsée à raison, le droit l'a confirmé et la justice aussi. Ensuite il y avait cette jeune fille qui avait été emmenée alors qu'elle était dans un car scolaire, il y avait un doute. J'ai convoqué le Premier ministre, Jean-Marc AYRAULT, le ministre de l'Intérieur, nous avons cherché une solution, la famille ne pouvait pas revenir, cette jeune fille avait été enlevée, en tout cas arrêtée là où elle n'aurait pas du l'être. Bon on a dit pour cette jeune fille, elle avait sa soeur qui était en France, elle pouvait y venir. C'était un principe que j'avais posé, elle ne l'a pas voulu, cette question est réglée. Il y a un moment où il faut faire aussi ses choix et si je ne l'avais pas fait, on m'aurait dit mais pourquoi vous n'avez pas pris votre décision ?

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais on peut faire le choix sans apparaître publiquement.

FRANÇOIS HOLLANDE

Ecoutez, tout cela est secondaire, ce qui compte, c'est à un moment de faire le choix et de prendre la décision.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors parlons du 14 janvier dernier, François HOLLANDE, vous voulez bien ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

14 janvier dernier, vous changez de politique.

FRANÇOIS HOLLANDE

Non.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je ne change pas de politique.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous annoncez, vous accélérez

FRANÇOIS HOLLANDE

C'est tout à fait différent.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui enfin vous ne changez pas de politique

FRANÇOIS HOLLANDE

Puisque dès le mois de novembre 2012 lorsque face à la dégradation de la compétitivité de l'entreprise France, je décide d'alléger le coût du travail, de créer le crédit impôt compétitivité emploi dont le versement va intervenir

JEAN-JACQUES BOURDIN

Novembre 2012.

FRANÇOIS HOLLANDE

Dont le versement va intervenir le 15 mai prochain pour toutes les entreprises qui ont des salariés, 4 % de moins sur leur masse salariale.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ca fait deux ans après.

FRANÇOIS HOLLANDE

Parce qu'il fallait mettre en place cette mesure et nous n'en avions pas les moyens, donc ça a été décidé pour le 15 mai. Il y a eu des préfinancements qui ont été accordés dans l'année 2013, qu'est-ce que je fais le 14 janvier ? Je dis il faut aller encore plus loin, encore plus vite parce que le pays doit avoir des résultats. On allège de 10 milliards de plus le coût du travail, on va simplifier encore davantage des procédures et pour financer l'ensemble de ce dispositif, je fais l'annonce d'un plan d'économie de 50 milliards, que le Premier ministre Manuel VALLS met en oeuvre. Et donc il y a là un approfondissement, une accélération parce que je veux des résultats. Et ces résultats viendront. Et d'ailleurs j'ai évoqué le mot de retournement

JEAN-JACQUES BOURDIN

On va en parler.

FRANÇOIS HOLLANDE

un certain nombre de sourires goguenards, quand même le retournement

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui.

FRANÇOIS HOLLANDE

Alors que la croissance qui était de zéro, vous savez que de 2008 à 2012 la croissance a été de zéro, à partir de 2014, la croissance repart et je vais m'en plaindre, je vais dire aux Français, vous savez vous êtes toujours dans une situation difficile.

JEAN-JACQUES BOURDIN

On va en reparler

FRANÇOIS HOLLANDE

On ne peut pas trouver le chemin de sortie, eh bien non, il y a un chemin de sortie Il faut que les Français aient l'espoir

JEAN-JACQUES BOURDIN

Un chemin, sur la croissance on va en reparler parce que la Commission européenne parle d'une croissance de 1,5 en 2015, mais je vais en reparler avec vous François HOLLANDE. Je voudrais revenir sur ce qui s'est passé, donc accélération le 14 janvier dernier, puis les municipales arrivent, échec cinglant, vous en convenez, est-ce que c'est cet échec qui vous a poussé à

changer de Premier ministre ? Vous aviez décidé avant ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je pensais que Jean-Marc AYRAULT avait fait du bon travail et il les a prises les mesures avec moi, celles que j'ai évoquées, celles qui ont été des actes majeures pour la compétitivité, pour l'emploi et pour la réduction des déficits. Mais il y a une élection qui arrive, une sanction qui est prononcée, je l'entends, une réorganisation est nécessaire, une accélération conforme d'ailleurs à ce que j'avais annoncé le 14 janvier doit être faite.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est donc l'échec aux municipales qui vous a poussé à changer de Premier ministre ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais si les Français s'expriment et que je ne les écoute pas, alors, là, vous pouvez, à juste raison, me faire reproche, mais lorsque des Français disent que, ils veulent que ça aille plus vite et plus fort, alors j'en tiens compte. Je salue ce qu'a fait Jean-Marc AYRAULT, c'était important pour le pays, et on s'en souviendra, mais je pense que Manuel VALLS aujourd'hui, avec une équipe resserrée, seize ministres, doit donner l'impulsion nécessaire, et nous allons y parvenir. Parce que moi, ce que je veux, c'est que les Français se disent : pourquoi on fait tant d'efforts ? Ça fait des années qu'on leur demande des efforts sans résultats

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais c'est ce que les Français se disent et ce qu'ils se sont dit

FRANÇOIS HOLLANDE

Et donc moi, j'ai l'obligation

JEAN-JACQUES BOURDIN

Aux municipales notamment ceux de gauche qui ont voté pour vous, François HOLLANDE !

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, ceux de gauche ne sont pas venus voter aux élections municipales, j'ai entendu ce message, y compris de leur silence

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, eh bien oui, eh oui ! Eh oui !

FRANÇOIS HOLLANDE

J'entends les colères, je ne suis pas sourd, je vois les insatisfactions, donc qu'est-ce que je me dis ? Nous devons aller encore plus vite, parce que pour les Français, c'est insupportable, ils veulent des résultats.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Encore plus vite, vous allez aller encore plus vite ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui, on va aller plus vite sur la réforme territoriale.

JEAN-JACQUES BOURDIN

On va en reparler.

FRANÇOIS HOLLANDE

On va aller plus vite sur la simplification, on va aller plus vite sur l'allègement du coût du travail, on va même aller plus vite sur les impôts qui doivent baisser puisque dès cette année 2014, alors que nous n'avons pas encore tous les moyens pour y parvenir, nous allons prendre une mesure supplémentaire pour les salariés modestes.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Donc Manuel VALLS est nommé Premier ministre, il est très populaire, enfin, beaucoup plus populaire que vous, vous l'avez remarqué ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Eh bien, tant mieux !

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous l'avez remarqué, j'imagine, il est beaucoup plus populaire

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais tant mieux

JEAN-JACQUES BOURDIN

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce tenable longtemps ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je n'allais pas prendre un homme qui était jugé comme impopulaire ou comme incompetent

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors, c'est cette popularité qui vous a poussé à le choisir ?

FRANÇOIS HOLLANDE

J'ai pris celui qui m'a paru être sa compétence, sa popularité, oui, sans doute, mais aussi

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais c'est tenable longtemps, François HOLLANDE ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais là aussi, je ne suis pas dans un jeu, je ne fais pas, là, une sélection de personnes pour prendre celui qui ne me ferait pas concurrence. Je n'ai qu'un seul souci, l'intérêt du pays, je ne suis pas dans une combinaison, je prends Manuel VALLS pour toutes ses qualités, avec un gouvernement dont je connais la compétence de chacune et de chacun. Parce que nous devons réussir. Moi, je veux qu'à la fin de mon mandat, la seule question à laquelle j'ai pu répondre, c'est la suivante : est-ce que j'ai pu faire avancer le pays ? Ou est-ce que j'ai simplement été là pour gérer les affaires courantes ? Je ne suis pas là pour gérer les affaires courantes du pays, parce que le pays ne peut plus attendre.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Cinquante milliards d'euros d'économies dans les dépenses publiques, François HOLLANDE, Pierre GATTAZ vous applaudit, il vous applaudit, et lui, demande une modération salariale, et dans LE CANARD ENCHAINE demain, on apprend qu'il s'est augmenté de 23%. Bon, tout cela fait mauvais effet, vous en conviendrez

FRANÇOIS HOLLANDE

Ce n'est pas moi qui augmente monsieur GATTAZ, vous en conviendrez aussi

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non, ça, j'imagine, oui.

FRANÇOIS HOLLANDE

Donc il y a un moment où chacun, j'ai appelé le pacte comment ? Le pacte de responsabilité

JEAN-JACQUES BOURDIN

De responsabilité.

FRANÇOIS HOLLANDE

Et de solidarité. Chacun doit être responsable, on ne peut pas demander la baisse du Smic, voire même sa suppression, et en même temps, considérer qu'il n'y a pas de salaire maximum, que tout est possible pour ceux qui sont en haut et que rien ne serait possible pour ceux qui sont en bas. Ça, c'est un principe qui est contraire à l'idéal même de la République.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Les revendications salariales, nous les écouterons tout à l'heure avec les auditeurs et les téléspectateurs. ALSTOM, quand avez-vous appris qu'ALSTOM s'apprêtait à vendre sa division énergie à GENERAL ELECTRIC ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je l'ai appris quand le PDG lui-même en a convenu.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pas avant ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais non, nous sommes dans une économie on peut le déplorer où ceux qui ont

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est-à-dire, l'Etat ne compte plus ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Ceux qui ont le capital n'informent pas l'Etat, pas plus qu'ils n'informent la presse. Donc ils étaient en train de négocier une vente à GENERAL ELECTRIC, entreprise installée en France, tout à fait respectable.



JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, tout à fait.

FRANÇOIS HOLLANDE

Pour le dimanche, qu'est-ce que j'ai fait avec le gouvernement de Manuel VALLS et avec Arnaud MONTEBOURG ? J'ai dit : non, on ne peut pas négocier un plan de vente du capital d'ALSTOM, monsieur BOUYGUES ne peut pas vendre sa participation sans que l'Etat dise son mot. Pourquoi l'Etat ? Nous ne sommes pas partis au capital, mais parce que l'Etat fait de la commande publique à ALSTOM. Donc j'ai pu obtenir un délai, un délai d'un mois, qui va nous permettre de faire quoi ? Je pense aux salariés d'ALSTOM

JEAN-JACQUES BOURDIN

L'offre de GENERAL ELECTRIC est suffisante aujourd'hui ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, je l'ai moi-même fait dire par Arnaud MONTEBOURG, elle n'est pas suffisante, donc elle n'est pas acceptable. Il y a une autre offre, on va essayer de la faire apparaître, si elle est meilleure

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais que pouvez-vous faire ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Faire en sorte que les offres puissent être enrichies pour l'emploi. Moi, je pense aux salariés d'ALSTOM, ceux qui sont dans la division transport qui ne seraient pas repris par GENERAL ELECTRIC, ils se disent : mais qu'est-ce qu'on va devenir ? Et les autres, qui peuvent se dire : mais est-ce qu'il n'y aura pas des doublons, peut-être même avec une offre qui viendrait de SIEMENS ? Ils ont raison de se poser ces questions. Donc le rôle de l'Etat, c'est de pouvoir obtenir toutes les réponses à toutes les questions, et de faire en sorte que l'intérêt national puisse être préservé.

JEAN-JACQUES BOURDIN

L'Etat au capital ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Pour l'instant, ce n'est pas une hypothèse

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non, mais c'est une hypothèse envisageable ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Aujourd'hui, je préfère améliorer les offres, parce que l'Etat était présent au capital, on finirait par l'oublier, et puis, il est sorti du capital, c'était sous une autre majorité, avec un autre président de la République. Et c'est là que BOUYGUES a pris cette participation qui était jusque-là celle de l'Etat

JEAN-JACQUES BOURDIN

2004

FRANÇOIS HOLLANDE

C'était un peu plus tard, en 2008, mais

JEAN-JACQUES BOURDIN

2008, oui, 2004, première intervention

FRANÇOIS HOLLANDE

2004, première intervention. Mais aujourd'hui, nous avons suffisamment de moyens de pression pour faire en sorte que, à la fin du processus, ce soit bon pour ALSTOM, bon pour l'industrie française, et bon pour la diversification énergétique du pays.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Je me souviens de ce que vous disiez au Bourget, parce que c'était un discours qui a marqué à beaucoup de vos électeurs et d'autres d'ailleurs : je ressens une profonde émotion, celle d'exprimer votre conviction, votre volonté, votre espérance, je mesure la fierté d'avoir été désigné par des primaires citoyennes comme candidat à l'élection présidentielle, j'ai conscience de la tâche qui est la mienne, incarner le changement, faire gagner la gauche et redonner confiance à

la France. Il vous reste trois ans pour cela. Vous parlez aujourd'hui de redressement, de retournement économique & le retournement économique qui arrive, mais il arrive où ce retournement économique ? Comment ?

FRANÇOIS HOLLANDE

D'abord comment ? Il arrive par les politiques que nous avons mises en place, à la fois à l'échelle européenne, parce qu'il y a une reprise en Europe, et nous avons stabilisé la zone euro, nous avons installé une union bancaire pour lutter contre la finance, cette finance que j'ai dénoncée au Bourget, et puis

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais vous avez lutté contre la finance ?

FRANÇOIS HOLLANDE

La taxe sur les transactions financières va être décidée

JEAN-JACQUES BOURDIN

A minima, cette taxe ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Elle était inexistante jusqu'à présent, elle est là. Nous avons taxé les bonus bancaires, introduit une loi de séparation des activités spéculatives et des activités de dépôt pour les banques, et fait en sorte que nous puissions avoir une banque publique d'investissement. Est-ce que, aujourd'hui, les taux d'intérêt sont hauts en France ? Ils sont les plus bas, les plus bas de notre histoire, donc la finance, elle a été maîtrisée, le problème, c'est que nous manquons de croissance, et quand je dis : il y a retournement, c'est que, alors après cinq ans de stagnation, nous avons maintenant la prévision, mais pas la prévision

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais retournement

FRANÇOIS HOLLANDE

Pas la mienne, pas la prophétie

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais la Commission européenne dit : 1,5 en 2015, et le FMI dit : 1,7, François HOLLANDE.

FRANÇOIS HOLLANDE

Alors, c'est 1,5, c'est 1,7, mais qu'importe

JEAN-JACQUES BOURDIN

Qu'importe, entre 1,5 et 2

FRANÇOIS HOLLANDE

Aujourd'hui, c'est combien ? L'année dernière

JEAN-JACQUES BOURDIN

0,3

FRANÇOIS HOLLANDE

Eh bien voilà, vous avez donné la réponse, donc c'était 0,3 en 2013, on va faire plus de 1, j'espère en 2014, et 1,5, 1,7 en 2015. Ça veut dire qu'on est sorti de la stagnation, alors, on me dit : il ne faudrait pas l'avouer aux Français ? Ça va mieux, on ne devrait pas leur dire ? Ça ne va pas encore suffisamment

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors vous demandez aux Français d'être patients, si je vous comprends bien ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je ne leur demande pas d'être patients, je leur dis que nous avons pris les mesures qui nous permettent d'avoir demain des résultats. Je leur dis qu'il faut avoir confiance en nous-mêmes, je ne demande pas une confiance au gouvernement ou au président de la République, je ne dis pas d'aimer le président de la République ou d'aimer le Premier ministre ou le gouvernement, je leur dis d'aimer la France, de penser que la France a des atouts qui peuvent demain nous permettre de garder notre modèle social et de faire davantage de croissance et d'emplois

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors je m'arrête là, les Français aiment qu'on les aime !

FRANÇOIS HOLLANDE

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Les Français aiment qu'on les aime. Est-ce que vous les aimez, François HOLLANDE ?

FRANÇOIS HOLLANDE

C'était dans le discours du Bourget, et ça n'empêche pas d'être répété. Moi, j'aime les Français, j'aime les gens, j'aime ceux qui sont dans une difficulté et qui gardent espoir, j'aime ceux qui sont fiers de leur pays, j'aime ceux qui ne sont pas forcément des gens de beaucoup, souvent des gens de peu, mais qui, chaque fois qu'ils font un acte pour leur pays, s'en sentent orgueilleux, oui, moi, j'aime la France. Et quand je vais partout à l'étranger, et que j'entends ce qu'on dit de la France, j'ai un conseil à donner à tous ceux qui nous écoutent : parlez de la France, aimez la France, faites vivre la France, vous êtes la France ! La France, c'est un grand pays, et quelquefois, moi, je me désole que

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais alors, François HOLLANDE, vous aimez la France

FRANÇOIS HOLLANDE

Je me désole que ce soit en France qu'on dise parfois le plus de mal de nous-mêmes, alors que partout dans le monde, on nous regarde comme un pays qui a des valeurs, un mode de vie, une conception même de la liberté qui fait, qui devrait faire notre fierté

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors, comment, puisque vous aimez les Français, comment allez-vous baisser leurs impôts ?

Puisqu'on parle de retournement

FRANÇOIS HOLLANDE

Si aimer

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non, non, non

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, Jean-Jacques BOURDIN

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non, non, mais comprenez

FRANÇOIS HOLLANDE

Si aimer les Français, c'est simplement de leur dire : vous allez payer moins d'impôts

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ce n'est pas ça

FRANÇOIS HOLLANDE

Je ne suis pas dans ce type de rapport

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non, mais les Français, oui

FRANÇOIS HOLLANDE

Je pense que ce qui compte

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais les Français

FRANÇOIS HOLLANDE

Est-ce que, on fait une politique qui permet à notre pays de rester lui-même dans ses valeurs, et d'être capable demain de donner à la jeunesse de France un avenir meilleur. Alors pour les impôts

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais quand il y a

FRANÇOIS HOLLANDE

Pour les impôts

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui ? Oui ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Pour les impôts, qu'est-ce qui m'importe ?

JEAN-JACQUES BOURDIN

Allez-y

FRANÇOIS HOLLANDE

C'est que si je fais avec le gouvernement cinquante milliards d'économies de dépenses, ce n'est pas pour faire souffrir, c'est parce que nous avons trop de dettes et trop de déficits, mais aussi parce que je veux qu'avec ces économies, nous allégions le coût du travail des entreprises pour qu'elles créent plus d'emplois, et donc offrent plus de pouvoir d'achat, et deuxièmement, pour que nous baissions les impôts des Français, pas simplement des entreprises, des Français

JEAN-JACQUES BOURDIN

Comment ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Donc dès le mois de septembre, il y aura une amélioration du barème de l'impôt sur le revenu pour que pour l'impôt à payer cette année, il y ait ce que je ne veux plus revoir, c'est-à-dire des Français qui ont des salaires modestes qui rentrent dans le système de l'impôt sur le revenu

JEAN-JACQUES BOURDIN

Des Français moyens qui payent plus d'impôts !

FRANÇOIS HOLLANDE

Et l'année prochaine, au 1er janvier 2015 il y aura deux réformes majeures au 1er janvier 2015. Les salariés qui sont entre 1 Smic et 1,3 Smic, ceux qui travaillent et qui n'ont pas forcément toujours le retour de leur propre labeur, ceux-là ils auront trois points de cotisation en moins, c'est-à-dire trois points de pouvoir d'achat en plus, dès le 1er janvier 2015. Et pour les employeurs qui emploient des salariés au Smic et un peu plus, ça sera zéro charge sociale, zéro, c'est-à-dire que sur la feuille de paie, l'employeur qui a un salarié, il ne paiera aucune cotisation sociale. Est-ce que je peux être plus clair ? Donc qu'est-ce que ça va donner comme message ? Un message d'espoir pour ceux qui travaillent beaucoup et qui ont peu y compris ceux qui font des heures supplémentaires et pour les employeurs, un message simplification, zéro charge pour les salariés payés au Smic et un peu plus.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bien, trois ans, transition énergétique, réforme sociale notamment la dépendance, loi sur la dépendance, simplification de l'Etat, réforme des départements, réduction du nombre de régions, ce sont les objectifs dans les trois ans. Grand texte, grand thème développé dans les trois ans qui viennent, la réduction du nombre de régions avant 2021 ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui, il faut aller vite. Aller vite sur les réformes de notre territoire, je suis très attaché au territoire. J'ai été moi-même maire, président d'un Conseil général. Je considère qu'aujourd'hui toutes ces structures ne sont plus lisibles pour les Français, il faut à la fois de la proximité et en même temps de l'efficacité. Donc j'ai demandé au gouvernement de Manuel VALLS d'accélérer la réforme territoriale et je vais procéder à une consultation des principaux chefs de partis politiques pour que nous puissions, pour les élections régionales et cantonales à venir, avoir un nouveau découpage pour les régions et

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pour les prochaines élections 2015 ou 2016 ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Si c'est 2016 ça permettrait d'avoir le temps mais je ne

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ca sera 2016 ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je pense que ça serait intelligent de faire des élections régionales et départementales avec le nouveau découpage

JEAN-JACQUES BOURDIN

En 2016 ?

FRANÇOIS HOLLANDE

C'est-à-dire combien de régions, je pense que 12 régions ou 11 régions, la moitié donc pourrait être le bon, la bonne carte de notre territoire et que pour les départements, je pense que les Conseils généraux ont vécu. J'ai été moi-même président de Conseil général, je considère qu'une réforme majeure doit être portée et qu'il n'y a plus de temps à perdre. Et là on verra qui sont les réformateurs et qui sont les conservateurs.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Le chômage, vous avez dit à Clermont-Ferrand, si le chômage ne baisse pas je ne serai pas candidat en 2017. Vous confirmez ce matin ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Comment si j'ai échoué à faire baisser le chômage en 2017 je pourrais prétendre que j'y parviendrai pour les cinq ans qui viennent après 2017 ? Non. Moi je me suis fixé comme objectif, comme obligation, ça sera la preuve que le pays a pu sortir de la situation dans laquelle je l'avais trouvé, la baisse du chômage. Donc c'est obsession

JEAN-JACQUES BOURDIN

Donc si dans les trois ans qui viennent le chômage ne baisse pas, vous ne serez pas candidat ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je ne peux pas, même si je le voulais, parlons franchement

JEAN-JACQUES BOURDIN

Sur les trois ans qui viennent ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Vous m'avez posé ces questions au début de l'entretien. Comment voulez-vous qu'à la fin du mandat si j'ai échoué sur la croissance, échoué sur le chômage, échoué sur le redressement du pays, je puisse dire j'ai la solution pour la suite ? Donc je vais me battre, me battre pour que les Français puisse retrouver espoir.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est sur les trois ans qui viennent donc ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui, pas sur les cinq années après.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Trois ans qui viennent.

FRANÇOIS HOLLANDE

Moi je suis élu pour cinq ans, les résultats que je dois obtenir c'est à la fin de mon quinquennat.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et si vous êtes candidat en 2017 vous passez par une primaire ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Ecoutez je ne me suis même pas posé cette question, très franchement, vous croyez qu'aujourd'hui je suis

JEAN-JACQUES BOURDIN

L'autre jour un de mes invités, suggérait cette idée.

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais vous avez des invités

JEAN-JACQUES BOURDIN

Julien DRAY que vous connaissez bien, un de vos amis.

FRANÇOIS HOLLANDE

Eux on le temps d'en parler avec vous, moi je suis dans un combat et ce n'est pas mon élection ou ma réélection qui me préoccupe c'est l'avenir de la France.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors ce qui nous préoccupe aussi, c'est l'Ukraine et j'imagine que ça vous préoccupe, l'Europe impuissante, impuissante face à la menace d'une guerre civile qui est là, à nos portes en Ukraine, comment faire pour que l'élection du 25 mai se tienne ? L'élection présidentielle ? Est-ce que vous allez prendre une initiative avec Angela MERKEL par exemple.

FRANÇOIS HOLLANDE

FRANÇOIS HOLLANDE

Le seul objectif que nous devons nous donner, c'est que l'élection présidentielle en Ukraine puisse se tenir le 25 mai.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et si elle ne se tient pas ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Si elle ne se tenait pas, ce serait le KO et le risque de guerre civile. Voilà l'enjeu.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais il est là, ou presque.

FRANÇOIS HOLLANDE

Nous y sommes presque, donc il y a des moments où l'Histoire se joue. L'élection présidentielle a un objectif : permettre que le président qui sortira vainqueur de ce scrutin puisse être légitime aux yeux de tous. Les Russes, Vladimir POUTINE, aujourd'hui voudraient que cette élection puisse ne pas avoir lieu pour continuer à faire pression. A nous de le convaincre. J'ai d'ailleurs eu par des voies indirectes un rapport avec Vladimir POUTINE pour lui signifier combien cette élection était pour la France majeure.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et que dit-il ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Pour l'instant, je pense qu'il doit être sous la pression.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous ne l'avez pas eu au téléphone ces derniers temps ?

FRANÇOIS HOLLANDE

J'ai eu suffisamment de contacts ces derniers jours pour savoir que c'est cette question et c'est cette seule question qui doit être maintenant posée. La pression doit donc être exercée par l'Europe tout entière, par les Etats-Unis, à travers les sanctions. C'est l'intérêt aussi de la Russie parce qu'elle ne peut pas être regardée comme le pays qui veut empêcher un autre pays, en l'occurrence l'Ukraine, de voter, exprimer par la voie populaire le destin qu'elle choisit, l'Ukraine. A partir de là, nous avons le devoir, les Européens, d'être cohérents. Moi je pense que c'est toute la question européenne qui est posée là. Est-ce que l'Europe est capable de porter un message simple, unique, et avec le moyen de pression suffisant, les sanctions ? Aujourd'hui, la France et l'Allemagne, vous avez raison, sont sur cette position et c'est ce qui peut nous permettre d'avoir l'élection du 25 mai.

JEAN-JACQUES BOURDIN

J'ai une dernière question et ensuite, nous passons aux auditeurs et téléspectateurs qui sont impatients. Je le sais, François HOLLANDE. Est-ce qu'une guerre civile nous obligerait à intervenir ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Nous devons tout faire pour éviter la guerre civile parce que quand elle commence, on ne sait jamais quand elle finit. Je vous ai parlé de la Syrie. Quand je suis arrivée aux responsabilités de la France, il était encore possible d'arrêter le massacre en Syrie. C'était la position que j'avais prise.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Qui ne l'a pas voulu ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Les Occidentaux, le monde, la Russie bloquant.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Monsieur OBAMA ?

FRANÇOIS HOLLANDE

La Russie bloquant puisqu'elle avait son veto.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, la Russie bloquant de son côté.

FRANÇOIS HOLLANDE

La question était est-ce qu'on peut faire sans le conseil de sécurité. La réponse était : « Non. on

La question était de ce qu'on peut faire sans le conseil de sécurité. La réponse était : « Non, on ne peut pas faire sans le conseil de sécurité ». Rappelez-vous, en août 2013 en août 2013 lorsque les armes chimiques ont été utilisées en Syrie, j'ai dit : « Nous devons intervenir, même s'il n'y a pas la délibération, la résolution du conseil de sécurité ». Les Américains ont préféré une autre voie. Ne pas avoir empêché Bachar el-ASSAD à ce moment-là a été un signe qui aujourd'hui est entendu par d'autres.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et nous prenons le même chemin en Ukraine, François HOLLANDE.

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais la France a toujours pris la position d'éviter la guerre civile, d'éviter la guerre, mais à chaque fois de maintenir la pression. La France depuis deux ans a été à la hauteur de sa mission. J'ai évoqué les interventions et ce n'est pas facile parce qu'aussi les Français

JEAN-JACQUES BOURDIN

L'intervention Serval d'ailleurs au Mali qui cesse.

FRANÇOIS HOLLANDE

Les Français quand on leur dit : « Je vais faire une intervention au Mali ou en Centrafrique », qu'est-ce qu'ils disent ? « Vous n'avez pas mieux à faire ? Il n'y a pas suffisamment d'urgences en France ? » J'entends aussi ce message-là mais nous sommes la France, nous sommes un grand pays. Nous sommes un pays qui compte sur la scène internationale, dans le concert mondial. Je préfère donc là aussi parfois prendre le risque de l'impopularité, mais d'être à la hauteur de la France.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous président, vous allez maintenant répondre aux auditeurs et téléspectateurs. Je voudrais préciser les choses. Au départ, je vous l'avais proposé lorsqu'on s'était vu il y a un an et demi et vous l'aviez accepté et vous l'acceptez ce matin. C'est une première en radio, ça n'a jamais été fait un président de la République qui répond aux auditeurs. Vous savez ce qu'on va faire ? On va écouter notre premier invité. Je ne le connais pas.

FRANÇOIS HOLLANDE

Moi non plus.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous non plus.

Source : Service d'information du Gouvernement, le 6 mai 2014